



- FRANCE

- FRANCE

Une ressource recyclable n'en est pas pour autant illimitée !

(d'après Monsieur de La Palice)

Si la sécheresse de l'été dernier a aggravé la pollution des eaux et l'eutrophisation des rivières, elle a aussi exacerbé la concurrence pour l'usage de la ressource et conduit à des conflits de répartition.

L'empoignade a été telle qu'elle a poussé le Secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement, déjà inquiet devant la croissance effrénée des diverses consommations, à réclamer une révision politique française de l'eau.

- FRANCE

Il se pourrait que la future Agence Européenne de l'Environnement dispose d'une antenne à Cergy-Pontoise (Val d'Oise)...

- FRANCE

Continuité

On parle à nouveau de créer un **Institut National de l'Environnement**. Le précédent aurait eu 20 ans en 1989; l'enseignement y avait cessé dès 1971... Les efforts d'anticipation sans continuité dans l'action sont d'autant plus beaux qu'ils sont vains !

D'après Presse-Environnement du 17.11.89.

* EUROPE

Ange bleu et label vert

La Commission des Communautés Européenne envisage la création d'un **Eco-Label** signalant les produits "propres". Un groupe de travail de la DG XI (Direction Générale pour l'Environnement, la Protection des consommateurs et la Sécurité Nucléaire) devrait courant 1990 avoir établi un rapport exploratoire, précisant notamment les critères techniques d'attribution du label, applicables dans tous les états membres.

La création proprement dite du label pourrait être confiée à l'Organisation Internationale pour la Standardisation, et 5 à 10 ans seront nécessaires pour concrétiser le projet.

La décision s'imposait : l'environnement n'a probablement rien à gagner à la multiplication désordonnée des labels nationaux qui conduirait à une confusion certaine et laisserait la porte ouverte au jeu traditionnel des procès d'intention pour arrière-pensées sordides (autrement dit : le hurlement à la distorsion de concurrence...). D'autant que l'Allemagne dispose déjà de son label "l'Ange bleu"... L'histoire est ainsi faite que même si l'on soupçonne les pionniers, il faut malgré tout leur reconnaître le mérite d'être en avance. Et anticiper à 10 ans, c'est déjà une belle performance.

D'après le Bulletin de l'Entente Européenne pour l'Environnement n°1, octobre 89.

* FRANCE

Agence Européenne de l'Environnement

Le Conseil des Ministres Européens du 28 novembre 1989 a retenu le principe de la création de l'Agence Européenne de l'Environnement. Dotée dès 1990 d'un budget de 30 millions d'Ecus (210 millions de francs), cette

nouvelle structure européenne pourrait être implantée à Strasbourg ou à Berlin; la décision devrait intervenir en mars 1990..

D'après Presse-Environnement du 1.12.89.

* FRANCE

Les retraités plus verts que jamais

D'après un sondage de la SOFRES, réalisé durant l'été 89 à l'initiative du magazine "Notre Temps", 80% des retraités français sont conscients de la dégradation de l'environnement et 39% sont prêts à s'investir davantage pour sa protection.

D'après "Notre Temps", octobre 1989.

• FRANCE

L'eau en vedette sur le stand de l'INRA au prochain salon de l'Agriculture

L'eau, cette ressource naturelle très sollicitée et depuis toujours convoitée, sera le thème central des recherches présentées sur le stand de l'Institut lors du prochain Salon de l'Agriculture.

Seront exposés des travaux portant notamment sur le cycle de l'eau dans la plante, les stress hydriques, l'irrigation et la gestion de la ressource, l'érosion des sols et les effets du gel sur les végétaux, l'eau dans l'écosystème forestier, les pollutions de l'eau et les techniques de restauration de l'eau et des milieux, la faune aquatique, etc.

Renseignements : M. GEORGET, C. SABBAGH - DIC/INRA (1) 42 75 90 00.

* FRANCE

Quelle était verte, ma campagne

Le 2 novembre dernier, Michel ROCARD a décidé la mise à l'étude d'un **Plan à long terme pour l'Environnement, le PLAN VERT.**

Peu de temps auparavant, Brice LALONDE, Secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement lui en avait fait la proposition pour remédier à une contradiction maintenant criante : les dispositifs et les moyens de la politique française **de** l'Environnement, dans des domaines comme la gestion des paysages, l'environnement urbain, la recherche appliquée, la coopération internationale ou d'autres encore ne sont pas à la hauteur de "la demande sociale, (des) attentes du public et (des) ambitions du gouvernement" (sans parler de la réalité des problèmes...).

A l'instar des plans pour l'environnement dont se sont dotés progressivement bon nombre de pays développés, le "Plan Vert" français que Brice LALONDE a maintenant à élaborer, définira les objectifs et les conditions propres à la mise en oeuvre d'une vaste stratégie environnementale et à la mise en ordre de bataille de l'appareil d'Etat, en se fondant sur une évaluation de la politique de l'environnement telle qu'elle s'est développée depuis 20 ans.

Outre l'élargissement et l'actualisation des objectifs traditionnels, l'adaptation des moyens ou des structures, Michel ROCARD souhaite voir **intégrer l'environnement dans "les activités économiques sectorielles : agriculture, industrie, transport, énergie..." et dans les "mécanismes de régulation économique, financière et fiscale"**. Il propose de développer **"l'aspect sociétal de la politique de l'environnement"** dans le domaines de la culture, de l'éducation, de la formation ou de la communication. Il voudrait voir simultanément renforcée la dimension environnementale de l'action internationale et de la coopération avec les pays en développement.

Enfin, le Plan Vert aura aussi à proposer l'adaptation des structures et des moyens de la recherche appliquée et technologique.

Avant son approbation par le Parlement, prévue pour juin 1990, ce projet d'une ampleur sans précédent devrait avoir donné lieu à concertation tant entre les ministères qu'avec "les secteurs sociaux".

NDLR. Pourvu que les actes suivent...Voilà qui, au plan français, ferait mentir Bernard CASSEN : dans un article du "Monde Diplomatique" de novembre 1989 "inventer un avenir pour la planète : LES POLITIQUES SOMMES DE FAIRE UN CHOIX RADICAL", il écrivait "il faudrait plutôt dire que le message (environnemental) a été proclamé (par les hommes politiques) à la cantonnade hors des lieux où se prennent les décisions réelles, concrètes".

- EUROPE

Domages à l'environnement

Le Conseil de l'Europe va élaborer prochainement un traité international destiné à améliorer, au plan européen, la compensation des dommages causés par des activités dangereuses pour l'environnement, aux personnes et aux biens. Des pays de l'Europe de l'Est pourraient être associés à ces travaux. L'urgence d'un tel traité s'est faite sentir dans la mesure où les accidents touchant à l'environnement affectent le plus souvent plusieurs pays à la fois. Ce traité complétera les traités spéciaux déjà en vigueur.

D'après Information Conseil de l'Europe du 29. 11. 89.

- FRANCE

Une couverture d'hiver contre les nitrates

Sur le marché des semences fourragères, on a signalé des ventes plus importantes de luzerne et de "mélanges prairies" dans la région de Vittel, à la suite d'une forte campagne anti-pollution lancée par la Société des Eaux de Vittel.

D'après Semences et Progrès, 3° trim. 89.

NDLR : Eliminez, buvez, ... éliminez...

- EUROPE

Perspectives sur des horizons incertains : 2030

Un rapport résumant les résultats d'une étude de l'IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis) souligne qu'en matière d'environnement, les quarante prochaines années seront cruciales pour une Europe plongée dans une "ère de transitions", notamment sur les plans de la technologie et des climats.

L'IIASA insiste sur l'urgence d'une nouvelle approche plus globale de l'environnement. Il conseille de tout faire pour "améliorer" la situation sur les problèmes existants et identifiés, et de mettre en œuvre des méthodes pour éviter d'en créer de nouveaux.

Constatant la forte interrelation entre les problèmes régionaux et les changements globaux, ce rapport ne voit pour l'Europe qu'une ambition salvatrice : devenir un leader en encourageant des développements régionaux et mondiaux compatibles avec une reconquête de la qualité de l'environnement planétaire.

Au-delà de l'hétérogénéité des problèmes, leur gravité dépendra de deux facteurs : le contrôle de la déforestation et celui de l'acidification, des transports de polluants et de la production des déchets toxiques...

L'étude insiste aussi sur la nécessité de sensibiliser les responsables politiques pour les encourager à prendre des décisions sur le long terme, donc à abandonner des habitudes de pensée qui privilégient le court terme et à en admettre le "sacrifice". Il préconise aussi d'accélérer l'information des citoyens et du secteur privé, d'utiliser des "moyens financiers comme les taxes de rendement" et l'évaluation des structures pour favoriser une évolution indispensable et généraliser une conscience écologique forte.

Réduire les émissions de CO₂, établir des normes rigoureuses pour toutes les substances potentiellement toxiques, inventorier les particules chimiques toxiques pour l'environnement, restaurer la qualité des eaux, ... sont au nombre des actions spécifiques entre autres susceptibles d'améliorer la situation actuelle et ses tendances. Ce rapport insiste aussi

sur le rôle des organisations trans-européennes et, au plan planétaire, sur les responsabilités des Etats-Unis et des institutions financières internationales notamment.

L'étude à l'origine de ce travail de prospective a été parrainée par le ministère allemand du Logement et de l'Environnement et le Secrétariat d'Etat français chargé de l'Environnement.

D'après AFP Sciences du 27. 07. 89.

Renseignements auprès de J. Theys. Groupe de Prospective, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris, tél. (1) 46.47.32.21.

- ZAMBIE

Echange de bons procédés

Le WWF Suisse a signé le 15 août dernier un accord avec le gouvernement zambien pour échanger une dette de 3,8 millions de francs suisses contre des mesures de protection de la nature, notamment la préservation des plus importantes zones humides du pays.

D'après AFP Sciences du 17. 08. 89.

- EUROPE

Ne pas sacrifier le long terme des paysans européens

C'est ce qu'ont demandé plus de 150 maires et représentants de collectivités locales rurales. Ces délégués, réunis à l'initiative de la Conférence Permanente des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe ont fait appel au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe afin qu'il revienne sur sa décision de mettre fin à la Campagne européenne pour le monde rural, organisée en 1987 et 88. Les participants à la Conférence ont également réaffirmé la nécessité de politiques de planification régionale et de gestion des communes intégrées, globales et à long terme.

D'après Naturopa Conseil de l'Europe, 06.89.

- EUROPE

Pour un retour de l'éthique

Du 10 au 12 mai derniers, s'est tenue à Bruxelles une conférence sur la bio-éthique, organisée par la CEE. Il y fut question d'un éventuel "code de morale" à observer dans toutes les activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. La relation de l'homme envers la nature y fut posée en termes de devoirs et de responsabilités, et les discussions soulignèrent la nécessité de règles éthiques acceptables par tous au-delà des clivages culturels et religieux et d'une approche pragmatique des problèmes établissant les responsabilités respectives des Etats, de l'industrie et des individus.

D'après Naturopa Conseil de l'Europe, 06.89.

- RFA

Les fruits de Bavière

Pour éviter leur disparition, le Ministère de l'Environnement du Land de Bavière a mis en place un projet pilote de protection des vergers-prés. Les grands arbres fruitiers constituent en effet un élément important du paysage et un habitat pour de nombreuses espèces. Une subvention annuelle de 1000 DM/hectare est allouée pour l'entretien des vergers et le remplacement des arbres morts.

D'après Naturopa Conseil de l'Europe, 06.89.

- RFA

Les rendements de l'agriculture biologique

Un rapport officiel révèle pour 1988 de meilleurs résultats chez les agriculteurs biologiques. Le revenu/ha sur une Surface Agricole Utile de

référence est supérieur de 80 DM et celui d'une unité de main-d'œuvre en agriculture biologique est de 2300 DM/an, malgré un coût à l'hectare quatre fois plus élevé. Le rendement inférieur est compensé par un prix de vente supérieur. Les charges sont beaucoup moins élevées, neuf fois moins pour les engrais, vingt-cinq fois moins pour les traitements, et l'environnement s'en porte d'autant mieux.

D'après Agricultures actualités n°4.

- FRANCE

L'arboretum des maires

Le 9 novembre dernier, les 1281 maires de l'Île-de-France ont été conviés à planter chacun un arbre afin de créer l'arboretum de la Roche-Guyon (Val d'Oise). D'une superficie de 12 ha, l'arboretum, dont la forme évoque l'Île-de-France, fait partie de la forêt de la Roche-Guyon, achetée par la Région en 1988.

D'après Presse-Environnement du 17.11.89.

- ETATS-UNIS

Le président et les pesticides

En réponse aux inquiétudes croissantes des Américains à l'égard des pesticides présents dans l'alimentation, le président Bush a fait récemment des propositions pour améliorer la réglementation (la campagne menée par le National Resources Defense Council au mois de mars 89 contre l'utilisation de l'Alar sur les pommes avait provoqué un grand émoi dans le public).

Ce plan a pour but :

- d'établir une évaluation périodique de tous les pesticides à partir des données communiquées par les industriels (un refus de leur part pourrait conduire à une suspension de licence);

- de définir la notion de "risque imminent" pour permettre aux autorités de retirer le plus rapidement possible du marché un pesticide jugé indésirable;
- de renforcer les contrôles et les pénalités;
- d'établir des niveaux de tolérance fondés sur les dernières connaissances scientifiques et de définir une notion de "risque négligeable";
- et d'uniformiser les niveaux de tolérance sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis.

Pour ce faire, le président propose des modifications du Federal Insecticide Fungicide and Rodenticide Act (FIFRA) et du Federal Food and Cosmetic Act (FFDCA).

Les amendements du FIFRA concernent des pesticides indésirables sur le marché. Le président propose en revanche la suppression de la clause "Delaney" du FFDCA qui s'applique aux produits alimentaires et non aux produits agricoles bruts et interdit l'utilisation de pesticides dont on a montré qu'ils avaient un effet cancérigène. En contrepartie, le plan propose que soit établi un seuil de tolérance: de 1 pour 100 000 à 1 pour 1 million. Afin d'uniformiser l'appréciation du risque sur l'ensemble du pays, ce niveau de tolérance devrait être le même dans tous les Etats. Ce plan a, dès sa parution, soulevé de nombreuses oppositions de la part des environnementalistes qui sont hostiles à la suppression de la clause Delaney et à l'idée de définir un "risque négligeable". Certains sénateurs considèrent que le risque acceptable proposé est trop élevé, d'autres ne souhaitent pas l'établissement de normes standard pour l'ensemble du pays...

D'après un rapport de l'Ambassade de France aux Etats-Unis du 17.11.89.

• EUROPE

Budget 1990 de la communauté : 1% pour l'environnement en point de mire

Le parlement européen , lors de la discussion du budget 1990 de la Communauté, a voté la création :

- d'un fonds d'investissement pour la promotion de l'environnement, doté de 20 millions d'Ecus en engagements sur quatre ans. Cette dotation est destinée à de nouveaux investissements;
- et d'un fonds de gestion des forêts tropicales, doté de 10 millions d'Ecus;
- ainsi que l'inscription d'une somme de 8 millions d'Ecus destinée à des actions en faveur de l'écologie dans les pays en voie de développement;
- et d'un crédit pour la mise en place de l'Agence Européenne pour l'Environnement.

C'est la première étape de l'objectif fixé pour 1995 : consacrer 1% des dépenses du budget communautaire à l'environnement.

D'après Presse-Environnement du 10.11.89.

- FRANCE

Un nouveau directeur de cabinet

Vincent Denby Wilkes, 36 ans, a remplacé Lucien Chabason au poste de directeur de cabinet du Secrétariat d'Etat à l'Environnement. Ce dernier devient chargé de mission auprès de Brice Lalonde pour l'élaboration du Plan Vert.

D'après Presse-Environnement du 10.11.89.

- FRANCE

Parc du Mont-Blanc

Les 28 et 29 octobre derniers, les ministres de l'Environnement de France, d'Italie et de Suisse se sont rencontrés à Milan. Ils ont décidé qu'une première étude de faisabilité pour la réalisation d'un parc international du Mont-Blanc serait préparée pour l'automne 1990. Le dossier est suivi par un groupe d'experts.

D'après Presse-Environnement du 10.11.89.

- FRANCE

Qualité des eaux

D'importantes mesures viennent d'être prises par la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale (DDASS) de l'Isère pour enrayer la dégradation de la qualité des eaux potables. Une enquête menée début 1989 montrait une aggravation de la situation par rapport à 1981. Si les contaminations possibles ne font courir que des risques bénins, l'étendue du problème exigeait que l'on s'en occupe sérieusement. Cette situation a plusieurs origines : une mauvaise protection des ressources (pour 40% des captages), la carence des appareils de désinfection (37% de dysfonctionnement) et la profusion de très petits réseaux. La DDASS préconise la mise en œuvre d'investissements "gestion des risques sanitaires" comprenant un programme d'installation d'appareils de désinfection, le développement de la protection des ressources et des campagnes d'information.

D'après Presse-Environnement du 17.11.89.

- FRANCE

Incitation à l'agriculture "écologique" dans le Haut-Rhin

Le président du Conseil Général du Haut-Rhin a laissé entendre que l'assemblée départementale pourrait verser des compensations financières aux agriculteurs qui renonceraient aux cultures intensives pour les remplacer par des productions plus écologiques. Le département pourrait également acquérir des zones de captage afin de les louer à des agriculteurs alors soumis à des servitudes environnementales. Cette mesure entre dans le cadre d'une lutte plus générale contre la pollution des eaux. Le programme comprend aussi la mise en place d'installations de dénitrification dans les stations d'épuration, l'information des agriculteurs sur l'irrigation et les nitrates, la dépollution des mines domaniales de potasse d'Alsace, la mise en place de stations d'alerte sur

les rivières, la création d'un fonds départemental d'intervention en cas de pollution...

D'après Presse-Environnement du 17.11.89.

- SUISSE

L'hydrogène, énergie de demain ?

Le Cercle mondial du Consensus (CMDC) et l'International Association for Hydrogen Energy (IAHE) ont organisé le 1er novembre dernier un colloque sur le thème : "l'Hydrogène comme source d'énergie". Selon les deux organismes suisses, "face au désastre climatique, l'hydrogène, issu directement ou indirectement de l'énergie solaire, est actuellement la seule énergie propre concevable".

Ce colloque a été l'occasion de présenter un projet de production à grande échelle d'hydrogène en Afrique du Nord, à partir de l'énergie solaire et son transfert dans les gazoducs vers l'Europe centrale, dont la Suisse. (Renseignements: CMDC, CP238- 8055 ZURICH. Tél. 41.1.463.02.26.)

D'après Presse-Environnement du 13.10. 89.

- FRANCE

Vert d'émotion

A l'initiative du COLINE (Comité Législatif l'Information Ecologique), un bon nombre de juristes et de responsables d'associations ont fait part au Président de la République de leur émotion devant la fréquence grandissante de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des décisions juridictionnelles; dans les domaines de l'environnement ou de l'urbanisme, arrêts du Conseil d'Etat ou jugements des tribunaux administratifs resteraient en France trop souvent lettre morte.

Il se dit même que bien des administrations feraient preuve d'imagination

pour découvrir tous les subterfuges possibles permettant de continuer à agir comme avant la sentence... Une atteinte à la Justice que d'aucuns trouvent difficilement compatible avec un souci "écologique" devenu une priorité de l'Etat et de l'Europe.

Pour plus de renseignements: COLINE, 18, rue de Varenne, 75007 Paris.

NDLR: L'ère des discours débouche trop souvent sur le "compost" de lettres mortes, dont l'utilité n'a rien à voir avec celle du compost de feuilles mortes. Les unes comme les autres se ramassent néanmoins à la pelle.

- INTERNATIONAL

L'actualité de Noé

Les 70 délégués réunis lors de la Première Conférence internationale sur les Programmes de Conservation des races d'animaux domestiques (5-7 septembre, Coventry, GB) ont décidé de créer d'ici deux à quatre ans une Association Mondiale pour la Conservation Génétique.

D'après la Lettre de la Société d'Ethnozootecnie 1990, n°1. (25, bd Arago, 75013 Paris).

- URSS

Monstres et chimères

Un périmètre de 6 à 7 kilomètres autour de Tchernobyl, où d'importantes déformations de la flore et de la faune ont été repérées a été déclaré zone spéciale d'étude des effets des radiations. La population en avait été évacuée après la catastrophe du 26 avril 1986.

Des rats géants aveugles et des chatons sourds sont par exemple apparus depuis l'accident. Au niveau de la végétation, des mutations ont également été observées. Les sapins ont pris une allure insolite: si, malgré un tronc apparemment mort, la vie a repris au sommet, les branches ont les caractéristiques de celles des pins, et au lieu de tomber vers le sol, elles se dressent vers le ciel. Les aiguilles de pin sont devenues dix fois plus

lourdes pour la même taille, quant aux feuilles de chêne et d'acacia, elles sont devenues énormes.

Dans ce secteur, la radioactivité avait atteint des taux de 300 à 450 rads (un homme soumis à une radiation de 300 rads risque de graves troubles).

Simulation

Pour la première fois, les Soviétiques ont fait état d'un exercice de simulation d'une mini-crise de la centrale nucléaire de Zaporozjié, choisie notamment parce qu'un nouveau système de contrôle automatique de la situation radiologique et de prévision électronique de l'évolution en cas d'événement accidentel y a été installé et testé. Les leçons de cet exercice de trois jours vont être appliquées aux autres centrales nucléaires soviétiques.

Nucléaire, non merci

Le professeur Gagarinski, directeur adjoint de l'Institut de l'énergie atomique Kourchatov, a déclaré dernièrement à Berne que la construction de la troisième tranche de la centrale d'Ignalino, en Lituanie, avait été stoppée, en réponse à une contestation croissante de la population face au nucléaire. Selon le professeur: "il n'existe pas un seul nouveau site nucléaire qui ne fasse l'objet de l'opposition de la population environnante". Il semble que l'intérêt nouvellement porté par l'Union soviétique aux questions d'environnement reçoive auprès de la population un écho très motivé. Le spécialiste soviétique a estimé toutefois qu'un "renoncement à l'énergie nucléaire est inacceptable pour des raisons économiques".

D'après AFP Sciences du 17 et du 24. 08. 89.

- INTERNATIONAL

Traite des plantes

La Faune and Flora Preservation Society vient de publier une étude très documentée révélant les vastes proportions du trafic international de bulbes de plantes sauvages. Provenant pour une large part de Turquie (mais aussi de Hongrie, du Canada, du Portugal, du Népal, d'Inde) les bulbes sont importés par des sociétés horticoles néerlandaises, puis réexportés vers d'autres pays. Si aucun contrôle n'est mis en place, certaines de ces plantes (en particulier les cyclamens), bien que figurant sur des listes de protection, seront menacées d'extinction. Le trafic a beaucoup augmenté au cours des dix dernières années, et le rapport souligne également le danger de propagation de maladies lié à l'introduction d'espèces végétales en dehors de tout contrôle phyto-sanitaire.

D'après Naturopa - Conseil de l'Europe, septembre 89.

- JAPON

Pluies acides nippones

Comme en Europe et en Amérique du nord, les forêts et les lacs du Japon sont victimes des pluies acides. Le Japon a l'intention de mettre en place un système commun de mesure des pluies acides avec la Chine et la Corée du Sud.

D'après AFP Sciences du 24. 08. 89.

- INTERNATIONAL

Ca continue

Selon les organisateurs du Congrès international sur les espèces vivantes en danger, cinq mille espèces animales disparaissent chaque année de la surface de la Terre, notamment dans les forêts tropicales.

"Pour chaque espèce que l'on tente de sauver, un millier d'autres s'éteint sans que personne n'en sache rien" a précisé le Président de la Commission pour la préservation des espèces. Il s'agit généralement de petits organismes et d'insectes, dont la disparition "altère profondément notre environnement".

D'après AFP Sciences du 24.08.89.

- GHANA

SOS érosion

Un responsable ghanéen a lancé le 28 août dernier un appel à l'effort concerté des pays africains pour faire face au problème de l'érosion des sols sur le continent.

Au cours d'un séminaire de trois jours organisé à Accra, les responsables de différents pays africains ont discuté de la stratégie africaine de conservation des sols, des problèmes de l'érosion, de l'appauvrissement des sols, de leur mauvaise utilisation, de la déforestation, de la sur-exploitation des pâturages et des méthodes traditionnelles de culture qui, elles aussi, provoquent parfois une dégradation des sols.

D'après AFP Sciences du 31.08.89.

- FRANCE

Une chance pour l'ours

L'Office national des Forêts a créé en octobre dernier une mission spécialisée, sous la responsabilité de Claude Berducou, spécialiste de la faune pyrénéenne. Elle aura comme rôle premier de fournir un appui technique aux propriétaires forestiers et aux gestionnaires des forêts publiques pour les aider à mettre en œuvre dans leur gestion les moyens et les dispositifs indispensables à la sauvegarde de l'ours.

Sur le terrain, dès l'automne 89, l'Office a pris trois séries de mesures concrètes :

- la fermeture des routes et pistes forestières dans les massifs à ours;
- l'acquisition d'un "câble" de débardage qui sera mis à disposition des exploitants forestiers;
- le nourrissage des ours avant leur hibernation, pour les aider à mieux passer l'hiver et favoriser la rencontre des animaux entre eux.

Enfin, un site particulièrement favorable à l'ours, situé en forêt domaniale de Bagnères-de-Luchon, a été classé Réserve biologique domaniale. Sur près de 700 ha, l'ours bénéficiera d'une protection totale de son biotope.

D'après Presse-Environnement du 06.10.89.

• FRANCE

Modèle pastoral

La FNSEA a présenté en octobre dernier son "modèle pastoral" contenu dans un "contrat social" entre les agriculteurs et la nation pour prévenir les incendies de forêts. Pour la FNSEA, il faut promouvoir la réimplantation de l'agriculture et de l'élevage dans les zones fragiles en adaptant la dotation Jeunes Agriculteurs. Pour maintenir les exploitations en difficulté, la FNSEA propose entre autres d'étendre l'application du mécanisme communautaire des indemnités compensatoires de handicaps, et de favoriser des conventions d'entretien entre les agriculteurs et les collectivités locales.

Par ailleurs, la FNSEA souhaite qu'une conférence nationale sur la gestion de l'eau réunissant les acteurs du monde rural soit rapidement mise en place.

D'après Presse-Environnement du 06.10.89.

- FRANCE

J.L. for président

Jacques LECOMTE, président de la Cellule Environnement de l'INRA, vient d'être nommé Président du Comité français du Programme International "L'homme et la Biosphère", alias MAB, de l'UNESCO.

- SUEDE

Les pieds dans le pneu

P. GYLLENHAMMAR, Président de VOLVO a dû faire frémir plus d'un de ses collègues.

Il a déclaré au *Spiegel* (repris par *l'Événement du Jeudi* -26 octobre au 1er novembre 89) : "En matière de circulation, la quasi-totalité des métropoles européennes est menacée de chaos total. Quant à la pollution atmosphérique, elle a atteint des proportions insupportables. Nous devons repenser entièrement l'ensemble du système de circulation à l'intérieur des villes. (...) Dans un avenir proche, il n'y aura qu'une seule solution : bannir la voiture des villes."

Pourtant "dans les années à venir, l'automobile va rester le principal moyen de transport. Il n'est pas nécessaire pour autant qu'elle étouffe les villes". (...)

"A mon avis, on peut amortir l'amélioration du réseau de transports urbains en trente ou quarante ans, juste en augmentant la productivité sociale". (...)

"(...) il serait tout à fait irresponsable, en tant que constructeur, de fermer les yeux sur les problèmes de circulation. Si nous le faisons, cela signifierait pour l'ensemble de l'automobile (...) la mort à plus ou moins long terme". (...)

VOLVO n'est pas totalement désintéressé et a bien sûr - comme d'autres constructeurs ... - quelques solutions à proposer... Mais le discours de son président est néanmoins le premier du genre par sa fermeté et sa globalité: "Je me dois d'aider à résoudre les problèmes de la circulation" (...) "qui ne peuvent être résolus que par des prises de positions courageuses et par des gens qui travaillent dans une perspective à long terme".

